

ASSASSINAT DE ZELIMKHAN IANDARBEV PAR VOITURE PIÉGÉE À DOHA

L'ancien dirigeant séparatiste tchéchène Zelimkhan Iandarbiev a été tué par une voiture piégée à Doha ; son fils de 14 ans a été blessé. En juin 2004, un tribunal qatarien a condamné deux officiers du renseignement russe pour meurtre, tentative de meurtre et contrebande d'armes. Le Qatar les a remis à la Russie en décembre 2004 pour qu'ils y purgent leur peine.

UKRAINE EVIDENCE HUB
AU-DELÀ DE L'UKRAINE
AU 15 OCT. 2026

DEGRÉ DE PREUVE

DÉCISION DE JUSTICE

Une juridiction, la Cour européenne des droits de l'homme ou une enquête publique judiciaire a conclu à la responsabilité de la Russie ou de ses agents.

QUI L'A ÉTABLI

Tribunal pénal de Doha, 30 juin 2004 : a condamné deux agents du renseignement russe (Anatoli Belachkov/Bilachkov et Vassili Bogatchev/Pokchov, graphies variables) ; le juge Ibrahim al-Nisf a déclaré que les preuves montraient que l'assassinat avait été dirigé depuis Moscou. La Russie a nié toute implication.

DERNIÈRES NOUVELLES

Condamnés transférés en Russie en décembre 2004 en vertu d'un accord bilatéral ; Al Jazeera a rapporté en février 2005 qu'ils n'étaient plus en prison en Russie.

SOURCES

C Verdict du tribunal de Doha, tel que rapporté par Al Jazeera (« Le Qatar reconnaît des agents russes coupables de meurtre ») · 2004-06-30

<https://www.aljazeera.com/news/2004/6/30/qatar-finds-russian-agents-guilty-of-murder>

C Arab News : Un tribunal qatari condamne des agents russes à la prison pour le meurtre de Iandarbiev · 2004-06-30

<https://www.arabnews.com/node/251841>

B Annonce du ministère qatari des Affaires étrangères, telle que rapportée par Al Jazeera (« Le Qatar va remettre deux Russes emprisonnés ») · 2004-12-24

<https://www.aljazeera.com/news/2004/12/24/qatar-to-hand-over-two-jailed-russians>

C Al Jazeera : Les assassins d'un dirigeant tchéchène en liberté en Russie · 2005-02-16

<https://www.aljazeera.com/news/2005/2/16/chechen-leaders-killers-free-in-russia>

CE QUE NOUS DEMANDONS

DES ÉTATS MEMBRES

- Attribuer conjointement et publiquement ; porter la question devant l'ONU.
- Sanctionner les officiers et les unités qui ont ordonné l'opération, et pas seulement ceux qui l'ont exécutée.
- Expulser les officiers de renseignement opérant sous couverture diplomatique.

Le statut suit quatre degrés de preuve : décision de justice · attribution officielle · mis en accusation · soupçonné (les cas soupçonnés ne figurent que sur la page en ligne). Niveau A = juridictions, organes de l'ONU, organisations internationales · B = gouvernements, parquets · C = médias et enquêteurs. Rectificatifs : evidence@ukraine-evidence.org



page en ligne ·
rectificatifs